

Faits saillants de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité:

Mercredi 14 novembre 2018

Mercredi matin, la réunion de haut niveau de la Conférence des Nations Unies sur la biodiversité a entendu les déclarations liminaires et a tenu un débat sur le thème "Investir dans la biodiversité pour l'être humain et pour la planète". L'après-midi, les participants ont été reçus par le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly. Ils ont ensuite organisé deux tables rondes parallèles sur l'intégration de la biodiversité dans le secteur des infrastructures et sur l'intégration de la biodiversité dans les secteurs de la fabrication et de la transformation.

Séance plénière d'ouverture

Yasmine Fouad, ministre égyptienne de l'Environnement, a souligné l'importance de la participation de tous les secteurs à l'intégration de la diversité biologique, attirant l'attention sur la présence des ministres égyptiens de la Planification et des Finances. Elle a fait état de la Déclaration ministérielle de l'Afrique adoptée lors du Sommet africain, de mardi, qui vise à intégrer la diversité biologique dans les décisions concernant le développement. Khaled Fouda Saddiq Mohammed, gouverneur du Sinaï Sud, Égypte, a souhaité la bienvenue aux participants et a souligné que les anciens Égyptiens intégraient la nature dans les Écritures et dans les temples.

L'Ambassadeur José Octavio Tripp Villanueva, Mexique, parlant au nom de la présidence de la treizième Conférence des Parties, a déclaré que les actions doivent être accélérées pour atteindre les objectifs de 2020 et concrétiser les ODD. Il a exhorté tous les ministères et, en particulier, ceux des mines et des infrastructures, à collaborer pour l'intégration de la diversité biologique dans les différents secteurs économiques.

Erik Solheim, directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a décrit les récents progrès accomplis dans le monde, ainsi que l'urgence sans précédent qu'il y a de travailler, pour l'après-2020, à un nouvel accord sur la nature qui englobe la prise en considération de la biodiversité dans les décisions commerciales et dans les conversations autour des tables des cuisines à travers le monde. Il a mis l'accent sur trois points essentiels pour la réalisation de la tâche à accomplir, à savoir, la conservation, la coexistence et la communication.

Cristiana Paşca Palmer, Secrétaire exécutive de la CDB, a souligné la dure réalité du fait que nous ne parvenons pas à mettre un terme à l'érosion de la biodiversité, et a souligné que la préservation et la restauration de la biodiversité sont en rapport avec la préservation et la restauration du genre humain. Elle a souligné que la communauté internationale de la biodiversité ne saurait résoudre la crise de manière isolée, soulignant la nécessité de réorienter les cursus sociétaux de la production et de l'extraction vers la coexistence, la création et le partage.

Siim Kiisler, ministre estonien de l'Environnement et président de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, a souligné la nécessité de créer des synergies dans les domaines de: l'utilisation efficace des ressources; l'entretien et la restauration des écosystèmes; et l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Il a souligné la dynamique et l'engagement suscités en faveur d'une planète sans pollution; et a souligné la nécessité de partager et de mettre en œuvre des solutions innovantes et de promouvoir des modes durables de production et de consommation. Soulignant que le changement

de comportement crée une demande et des opportunités pour le secteur des entreprises, il a appelé à l'amélioration des données environnementales et à l'amélioration des systèmes de suivi des données.

Table ronde: L'importance d'investir dans la biodiversité pour l'être humain et pour la planète: Le modérateur Carlos Manuel Rodriguez, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, a ouvert la discussion par une réflexion sur la «crise invisible» des pertes en biodiversité induites par l'homme, soulignant la nécessité de mesures significatives et complémentaires et d'un cadre ambitieux pour la biodiversité pour l'après-2020.

Jonathan Baillie, vice-président et expert scientifique en chef de la National Geographic Society, a souligné la valeur intrinsèque et utilitaire de toutes les espèces, mettant en exergue les services qu'elles fournissent à l'homme. Baillie a appelé à: redéfinir la croissance économique en mettant l'accent sur le capital naturel; augmenter les paiements pour les services écosystémiques; fournir des investissements d'impact, qui offrent des rendements sociaux outre les rendements financiers; et élaborer, au sujet de la biodiversité, un discours plus solide, apte à conduire à une mobilisation des ressources sans précédent.

Mohamed Maait, ministre des Finances de l'Égypte, a axé son intervention sur la mobilisation des ressources nationales pour financer les objectifs liés à la diversité biologique. Il a souligné les efforts déployés pour réaliser la vision 2030 de l'Égypte, mentionnant, notamment: les initiatives législatives; les réformes fiscales visant à promouvoir les véhicules électriques et l'énergie solaire; et l'émission prévue d'obligations vertes.

Emmanuelle Wargon, Ministre d'État chargée de la transition écologique et inclusive, France, a présenté l'objectif 3 d'Aichi (incitations perverses). Elle a mis en exergue le principe de «perte nette» en biodiversité, inscrit dans la nouvelle législation nationale. Elle a fait état des mesures prises, dont: un soutien financier agricole conditionnel pour garantir que les pratiques respectent l'environnement et la biodiversité; l'engagement du secteur privé; et l'intégration des politiques.

Attirant l'attention sur les liens qui existent entre les objectifs des Conventions de Rio, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a mis en exergue les solutions basées sur la nature en tant qu'outils d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, de lutte contre la dégradation des forêts (REDD+) et de conservation de la biodiversité.

Naoki Ishi, présidente-directrice générale du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a souligné la nécessité de transformer l'ensemble du système économique, chose qui nécessite la participation de l'ensemble du gouvernement, y compris les ministères de la Planification et des Finances, ainsi que les multiples parties prenantes. Elle a appelé la communauté internationale à réfléchir sérieusement à la transformation du système et à élaborer un nouveau contrat social visant à protéger les biens communs mondiaux.

René Castro Salazar, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a souligné le ralentissement du taux de déforestation dans le monde et qu'au moins 21 pays sont maintenant en train de démonter que la déforestation n'est pas nécessaire pour augmenter la production alimentaire et améliorer la nutrition. Il a parlé d'une évolution vers la réduction du régime alimentaire humain basée sur une poignée de cultures, qui contribue à la malnutrition, à l'obésité et à la perte de biodiversité.

Adriana Dinu, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a déclaré que nous devons nous attaquer à la pauvreté et aux inégalités dans le monde avant de réfléchir aux voies et moyens d'accroître efficacement les investissements dans les entreprises axées sur la nature. Elle a souligné que le potentiel de l'augmentation des investissements basés sur la nature peut être perçu dans: le développement de la micro-finance; «la Révolution massive» survenue dans la façon dont les entreprises privées investissent dans leurs chaînes d'approvisionnement; et le lancement de l'Initiative de la part du lion lancée par le PNUD, dans le cadre de laquelle les entreprises privées contribuent 0,5% du budget de toute publicité mettant en vedette des animaux, à un fonds d'affectation spéciale pour la protection de la biodiversité.

Emad El Din Adly, Réseau arabe pour l'environnement et le développement, a souligné la manière dont les ONG de la région ont favorisé le dialogue et les partenariats entre les différentes parties prenantes. Mettant l'accent sur les synergies entre les conventions de Rio, Yasmine Fouad a appelé à la collaboration et non à la concurrence et à un retour aux fondamentaux, en s'appuyant sur les succès mutuels et sur l'intégration.

Le Premier ministre égyptien, Mostafa Madbouly, a appelé à un changement de paradigme, de sorte que tous les secteurs et toutes les parties prenantes travaillent ensemble et où le développement intègre les aspects économiques, sociaux et environnementaux, ainsi que l'égalité des chances pour tous, tout en préservant les droits des générations futures.

Table ronde sur l'intégration de la biodiversité dans les infrastructures

La coprésidente, Randa Elmenshawy, vice-ministre du logement, des services publics et du développement urbain, a souligné qu'un échec de l'intégration de la biodiversité dans le secteur des infrastructures aurait des répercussions à l'échelle mondiale. La coprésidente Thulasizwe Thembelani Nxesi, ministre des Travaux publics de l'Afrique du Sud, a mis en avant l'adoption d'une politique nationale de la construction écologique qui promeut, entre autres, les systèmes des savoirs autochtones pertinents.

Huang Runqiu, vice-ministre de l'écologie et de l'environnement de la Chine, a décrit les progrès accomplis au niveau national dans le domaine du développement, mentionnant notamment, la construction de ponts de migration des animaux sur les principaux axes routiers. Emmanuelle Wargon, ministre d'Etat chargée de la transition écologique et inclusive, France, a décrit les efforts de son pays de contrebalancer les projets d'infrastructure par l'évitement de toute perte nette de biodiversité au niveau national. Mary Porter Pechka, Société financière internationale, Banque mondiale, a souligné que la planification en amont exemplaire réalisée en Égypte par un consortium de ministères du secteur de l'énergie éolienne et autres sources d'énergie indiquait que les problèmes liés à la biodiversité doivent être examinés tôt, à plus grande échelle et par le biais de la collaboration de partenariats. Yun Liang, China Harbour Engineering Company, a donné des exemples de la manière dont sa société prend en considération les impacts sur la biodiversité, tels que ceux sur les dauphins des rivières, tout au long de ses processus de planification et de développement.

Au cours du débat qui a suivi, des participants ont mis en exergue des expériences nationales dont, entre autres: la création de commissions mixtes pour l'étude des impacts des infrastructures sur la biodiversité; l'intégration de la biodiversité dans les programmes nationaux de développement durable et dans les plans budgétaires; le traitement du problème de l'urbanisation accrue; et la mise en œuvre de plans de mobilité urbaine durable. D'autres ont attiré l'attention sur le développement d'infrastructures résistantes aux aléas climatiques et respectueuses des écosystèmes; de projets de forêts urbaines; et d'investissements dans des infrastructures vertes urbaines.

Des participants ont aussi attiré l'attention sur: le suivi et la reconstruction d'habitats afin d'y atténuer les effets des projets d'infrastructure; la mise en œuvre du principe de précaution; la sensibilisation du secteur des infrastructures; et la relève des défis posés à la mise en œuvre et à la conduite des évaluations d'impact sur l'environnement. Beaucoup ont souligné la nécessité de renforcer les capacités des gouvernements dans les domaines de l'intégration de la biodiversité, de l'intégration régionale et du passage de l'élaboration des politiques à leur mise en application.

Les participants ont également souligné: la nécessité d'une approche plus globale de la gestion des terres; d'infrastructures vertes en tant qu'approche cruciale et moins coûteuse de la protection des paysages contre les risques naturels; et de l'interdiction de toute infrastructure dans les aires protégées

Table ronde sur l'intégration de la biodiversité dans les processus de fabrication et de transformation

Ouvrant la table ronde, le coprésident, Amr Nassar, ministre égyptien de l'Industrie et du Commerce, a donné un aperçu du secteur industriel égyptien, soulignant les efforts déployés pour

protéger l'environnement, dont, notamment: la stratégie nationale de développement durable à l'horizon 2030; une stratégie de maîtrise de la consommation d'énergie à l'horizon 2025; et des stratégies pour l'industrie verte et l'esprit d'entreprise. La coprésidente, Eugénie Sage, ministre de la conservation environnementale, Nouvelle-Zélande, a souligné que la crise actuelle de la biodiversité ne saurait être résolue par les seules institutions gouvernementales, mais nécessite une coopération avec l'industrie, les peuples autochtones et la société civile. Elle a évoqué la nouvelle façon dont la Nouvelle-Zélande envisageait la croissance économique pour préserver les ressources naturelles, atteindre les objectifs budgétaires et protéger l'environnement.

Derek Hanekom, ministre du tourisme et ministre par intérim des affaires environnementales, Afrique du Sud, a souligné que le secteur manufacturier représente 15% du produit intérieur brut global et 20% des emplois dans le monde, mais qu'il consomme également 35% de toute l'énergie et émet 20% des émissions totales de CO2. Jochen Flasbarth, secrétaire d'Etat au ministère fédéral de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sûreté nucléaire, Allemagne, a axé son intervention sur la dimension économique de la biodiversité, évoquant l'initiative "Economie des écosystèmes et de la biodiversité" (TEEB), et a souligné la nécessité d'inclure les aspects de biodiversité dans les instruments disponibles de la chaîne d'approvisionnement. Edson Gonçalves Duarte, ministre brésilien de l'environnement, a parlé des efforts déployés par son pays en matière de zones protégées, précisant qu'elles ont augmenté de 190% au cours des deux dernières années. Il a souligné: le besoin d'instruments économiques innovants; de dispositions de partage des avantages; et de l'institutionnalisation de systèmes permettant l'utilisation efficace des ressources génétiques, y compris les données relatives aux séquences numériques.

C. K. Mishra, Secrétaire de l'environnement, des forêts et du changement climatique en Inde, a mis l'accent sur la valeur de la biodiversité et des services écosystémiques et sur les avantages pour les communautés locales; et sur l'engagement de l'Inde à construire une économie verte pour le développement des activités manufacturières. Minoru Kiuchi, Ministre d'Etat de l'environnement du Japon, a mis en exergue la longue expérience nationale en matière d'intégration de la diversité biologique, ainsi que les directives élaborées à l'intention du secteur privé qui l'engagent à tenir compte des objectifs de développement durable. Peter White, Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, a proposé que les discussions se concentrent sur: la pleine implication des gens; les systèmes au lieu des secteurs; la transformation des régimes économiques; et l'intégration de la nature dans tous les secteurs.

Au cours du débat qui a suivi, les gouvernements ont été invités à s'associer à l'Alliance de haute ambition sur les produits chimiques et les déchets, lancée récemment. Les participants ont notamment abordé les points suivants: la nécessité de disposer d'organes législatifs et réglementaires puissants; la mise en application du principe pollueur-payeur; l'approche de l'économie circulaire et le lien entre le changement climatique et la biodiversité; des incitations; l'appui à la mise en œuvre effective des stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique; le rôle des technologies de l'information dans la fourniture de données sur les processus de fabrication, la qualité de l'air et de l'eau en vue de permettre aux consommateurs de faire des choix en connaissance de cause; les défis liés aux politiques d'utilisation des sols; les questions concernant les plastiques et les micro-plastiques; les efforts visant à créer une banque de gènes pour la diversité génétique florale; et le rôle du Programme à l'horizon 2030 en tant que moyen d'intégrer la biodiversité.

Dans les couloirs

La réunion de haut niveau de la Conférence des Nations Unies sur la diversité biologique s'est ouverte en rappelant avec force notre incapacité à mettre un terme à la dégradation de l'environnement et à la perte de biodiversité. Une passion revitalisée, évidente dans de nombreuses présentations, a créé un sentiment d'optimisme. «De merveilleuses nouvelles idées sont en train d'être initiées», a déclaré un participant, évoquant, entre autres, la toute nouvelle initiative 'Lion's Share' lancée récemment, qui vise à collecter des fonds pour la conservation des animaux, auprès d'entreprises présentant des animaux dans des publicités sur leurs produits. Une participante a fait remarquer l'émergence de nouveaux discours faisant référence à la nécessité d'un changement de comportement et d'une transformation de l'ensemble du système économique. «Le moment est peut-être venu de parler sérieusement des causes profondes de l'érosion de la biodiversité», a-t-elle déclaré.